



LE FINANCEMENT DURABLE DE LA GESTION DES DECHETS EN COTE D'IVOIRE

PLAN

INTRODUCTION

I/- INDEXATION DU FINANCEMENT DES DÉCHETS SUR LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ À ABIDJAN

**1/- Contexte de l'émergence du
système de financement indexé sur
la consommation électrique**

**2/- Fonctionnement du système de
financement global**

**3/- Points forts et points faibles du
système de financement**

II/- PRÉSENTATION DE LA NOUVELLE STRATÉGIE DE FINANCEMENT DES DÉCHETS

**1/- Sécurisation et pérennisation des
ressources financières**



**2/- Mobilisation des ressources
financières additionnelles**

**3/- Mise en place d 'un mécanisme de
gestion rationnelle des ressources
financières**

CONCLUSION



INTRODUCTION


**Abidjan, capitale économique de la Côte
d 'Ivoire, est située en bordure de l 'océan
atlantique, le long de la lagune Ebrié qui
divise la ville en deux grandes parties reliées
par deux ponts (pont Houphouet Boigny et
pont Général de Gaulle). La ville d 'Abidjan se
compose de dix (10) communes développées
sur un rayon de vingt (20) kilomètres.**

INTRODUCTION (suite)

La population d 'Abidjan est estimée environ à 3 000 000 d 'habitants sur une superficie de 145 km². La production journalière en matière de déchets ménagers est de 3000 tonnes, soit une production totale annuelle de 1 080 000 tonnes. Le nombre d 'abonnés à l 'eau et à l 'électricité est respectivement de 246 887 (avril 2002) et de 333 459 (juin 2002).

Abidjan, grande métropole de l 'Afrique de l 'Ouest est confrontée à d 'énormes problèmes en matière de déchets dus à :

- à la forte croissance démographique de la ville d'Abidjan ;**
- à une faible sensibilisation de la population par rapport aux problèmes d'environnement ;**
- à la technique de collecte non maîtrisée (circuit de collecte non défini, vétusté des camions de collecte etc.) ;**
- à la pluralité d'intervenants (15 entreprises de collecte) qui ne permet pas une gestion rigoureuse et efficace de la filière des ordures ménagères ;**


- 
- à la faiblesse de la réglementation ;
 - et enfin, à l'insuffisance des ressources financières pour assurer une autonomie du secteur.



I/ - INDEXATION DU FINANCEMENT DES DECHETS SUR LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE A ABIDJAN

1/- Contexte de l'émergence du système de financement indexé sur la consommation électrique


Depuis 1956, l'Etat avait en charge la gestion des ordures ménagères. A ce titre, il supportait les charges afférentes à cette gestion.



L 'avènement de la communalisation en 1980 a amené l 'Etat a changé de stratégie de financement dans le secteur des déchets.


L 'Etat a confié le financement de la collecte et de l 'élimination des ordures ménagères à la Ville d 'Abidjan (Mairie centrale).

Pour assurer le financement de ce service public, les communes disposaient à travers l 'article 58 de la Loi n°81-1129 du 30 décembre 1981 portant régime financier des communes et de la Ville d 'Abidjan, d 'une source de revenus de nature fiscale.




Ces revenus étaient constitués par des taxes rémunératoires et des redevances qui rétribuent un service rendu par la commune. Le produit des taxes rémunératoires et des redevances étaient insuffisantes pour faire face aux dépenses liées à l 'enlèvement des ordures ménagères des communes.

C 'est dans ce contexte que la Taxe d 'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) a été instituée pour financer l 'une des dépenses obligatoires des communes liée au service d 'enlèvement, d 'évacuation et d 'élimination des ordures ménagères.



Mais face aux difficultés rencontrées par les communes pour le recouvrement de cette taxe, celle - ci a été remplacée par une taxe sur la consommation domestique d'eau et d'électricité créée par l'article 4 de l'annexe fiscale à la loi n°71-683 du 28 décembre 1971 portant Loi de Finances pour la gestion 1972.

Prévue pour Abidjan et Bouaké à l'origine, cette taxe a été étendue, sur décision du gouvernement, à toutes les autres communes en 1973. Les tarifs étaient fixés à 1 F CFA par kwh d'électricité basse tension et à 5 F CFA par m³ d'eau.



L'article 27 de l'annexe fiscale à la loi n° 82-1157 du 21 décembre 1982 portant Loi de Finances pour la gestion 1983 a modifié le dispositif sus cité en instituant une taxe rémunératoire pour l'enlèvement des ordures ménagères dont le montant, pour chaque client assujetti, est de :

- 2,5 F CFA /kwh d'électricité basse tension consommée à Abidjan**
- 1 F CFA/kwh d'électricité basse tension consommée dans les communes autres que celles composant la ville d'Abidjan.**

2/- Fonctionnement du système de financement global

a/- Mobilisation des ressources de financement

Aujourd 'hui, la Ville d 'Abidjan a la charge de rémunérer les services des sociétés à partir de son budget. Ce budget est financé par :

- ☛ les taxes prélevées sur les factures d 'électricité qui sont de 2,5 F CFA/kwh ;**
- ☛ les contributions des 10 communes provenant de :**

- ☐ la dotation spéciale attribuée par la Direction Générale des collectivités territoriales (subvention de l 'Etat) ;**
- ☐ la part communale des impôts fonciers et la patente.**

Les communes doivent reverser entre 10 % et 55 % (selon les recettes moyennes par habitant) tel que définit par la Loi des finances n°87-1475 du 18 décembre 1987.

Le financement des ordures ménagères est assuré par ailleurs par les précollecteurs qui mobilisent des fonds de manière informelle auprès des ménages (500 - 1500 F CFA/mois par ménage).

b/- Bilan financier des ressources mobilisées de 1998 - 2001

En effet, le montant total des ressources annuelles mobilisées les trois dernières années est resté insuffisant pour couvrir les besoins de la filière. Ce qui entraîne le recours aux plans d 'urgence récurrents supportés par le budget de l 'Etat (plan d 'urgence en décembre 1998 d 'un coût de 2 milliards de FCFA).

Tableau : Charges et ressources mobilisées

Désignation/Année	1998	1999	2000	2001
TEOM basse tension	1 577 933 000	1 615 902 000	1 694 708 000	1 694 708 000
TEOM Moyenne et haute tension	-	-	-	1 458 200 000
Contribution des dix communes	3 078 877 000	7 234 720 000	9 295 673 000	9 160 000 000
Contribution de l 'Etat à la Ville			342 008 000	
Montant mobilisé et dépensé	3 078 877 000	7 234 720 000	9 637 682 000	-
Charges de gestion des ordures	6 239 769 000	9 412 803 000	12 220 381 000	12 994 114 000

c/- Contrôle des prestations et des dépenses

Le Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) effectue la supervision et le contrôle de l'exécution des opérations de balayage des grands axes, de la collecte, du transfert et de la mise en décharge publique des ordures ménagères.


A ce titre, le BNETD est chargé de :

- contrôler l'organisation des services de balayage des grands axes dont la liste est contenue dans le contrat de l'Entreprise et la collecte des ordures ménagères ;**

- contrôler la qualité du balayage des voies et celle du ramassage des ordures ménagères dans la ville d'Abidjan. Les agents du BNETD sillonnent les quartiers pour vérifier que la collecte des ordures est exécutée quotidiennement ;**

- suivre et contrôler l'exploitation de la décharge publique agréée par la Ville d'Abidjan ;**

- suivre à travers des feuilles de route, la quantité d'ordures ménagères collectées et mises en décharge publique. Les pesées se font au pont bascule de la décharge publique et du centre de transfert, en service continu, à trois (3) postes (6h30 - 14h30 ; 14h30 - 22h30 22h30 - 6h30).**



Par ailleurs, le traitement informatique des données de pesage fait ressortir les statistiques des tonnages collectés par commune, par mois et par année ;

- établir les attachements mensuels et les décomptes pour le paiement des prestations de l'Entreprise.**



3/- Points forts et points faibles de ce système de financement



Points forts

- la simplicité et l'efficacité de la méthode de recouvrement;**
- la parfaite lisibilité pour le contribuable du mode de calcul et de l'affectation de la taxe.**



Points faibles

- la consommation d'électricité n'est pas l'assiette la plus représentative du niveau de production d'ordures ménagères;

- l'absence d'imputation de la taxe, nuit à la transparence de la gestion budgétaire des communes.

- le produit de la taxe basse tension n'est pas reversé par la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) qui en assure le prélèvement. Cette entreprise effectuant une compensation pour les sommes qui lui sont dues par la Ville d'Abidjan au titre de l'éclairage public (voir tableau charges et ressources mobilisées).

- la non disponibilité des ressources à temps et en totalité (importants arriérés de paiement des sociétés)

- la contribution des ménages recouvrée par les précollecteurs n'est pas maîtrisée.

- Absence d'un mécanisme national de mobilisation de ressources additionnelles liées au principe pollueur-payeur étendu au fabricant.

II/- PRESENTATION DE LA NOUVELLE STRATEGIE DE FINANCEMENT


1/- Sécurisation et pérennisation des ressources financières

Pour assurer de façon permanente et efficiente, le financement de la filière, le Conseil des Ministres du 11 août 1999 a décidé d'étendre la taxe d'enlèvement des ordures ménagères aux entreprises abonnées aux moyenne et hautes tensions. Ainsi, cette taxe rapporterait 3,432 milliards de FCFA par an.

Cette taxe rapporterait près de 5 milliards de F CFA si l'on ajoute l'assiette de la basse tension (1,5 milliards de F CFA). Le solde étant reparti entre la ville d'Abidjan et les différentes communes qui la composent selon le niveau de production et les capacités financières de chacune d'elles.


Les sommes recueillies seront versées dans un Fonds dénommé Fonds Spécial d'Enlèvement des Ordures Ménagères (FSEOM) sous le décret du 11 août 1999. Ce Fonds sera géré par un comité regroupant :

- le Ministère chargé de l'Environnement;**
- le Ministère de l'Economie et des Finances;**

- 
- le Ministère d 'Etat, Ministère de l 'Intérieur et de la Décentralisation ;
 - les communes ;
 - la Caisse Autonome d 'Amortissement (CAA) ;
 - et le BNETD.

En plus du produit de la Taxe d 'Enlèvement des Ordures Ménagères prélevée sur les factures d 'électricité, le FSEOM recevra :

- les contributions des communes ;
- les emprunts contractés par l 'Etat et affectés au Fonds ;
- le produits de ses placements ;
- les dotations et subventions de l 'Etat ;
- les contributions de bailleurs de fonds ;
- les dons




La création de ce fonds (FSEOM) n 'a pas été entériné après la transition gouvernementale en 2000. Une nouvelle stratégie de mobilisation de ressources et de financement a été mise en place.




2/- Mobilisation des ressources financières additionnelles

La nouvelle stratégie de gestion des déchets adoptée le 4 février 2002 par le Conseil des Ministres, prévoit la mobilisation des ressources à partir de la Bourse des déchets conformément à l'article 74 de la loi n° 96-766 du 03 octobre 1996 portant code de l'Environnement. Le financement de la Bourse est prélevé sur les recettes provenant entre autres, des ressources propres correspondant à la rémunération des services rendus.



En général, les entreprises qui souscrivent à la Bourse, versent une modique somme pour l'abonnement ainsi que pour parution d'une annonce.

La nouvelle stratégie prévoit également la mobilisation des ressources à travers la récupération des déchets recyclables, la vente des produits récupérés et le système d'écoblâblisation. Ce système devra être financé à partir du produit des contributions des adhérents (opérateurs économiques) qui seront fixées en fonction des quantités et des catégories commercialisées sur le marché.




Il est prévu que les ressources mobilisées soit versées au Fonds National de l'Environnement (FNDE), à l'effet d'appuyer financièrement la Ville d'Abidjan et les autres communes. Il reste bien entendu que ces communes ne pourront être assistées financièrement que si elles appliquent les recommandations de la nouvelle stratégie.

3/- Mise en place d'un mécanisme de gestion rationnelle des ressources financières

La nouvelle stratégie vise à mettre en place un mécanisme de gestion rationnelle des ressources pour accompagner la mise en œuvre des activités. Il s'agit entre autres de :

- Minimiser les charges pour l'acquisition des engins et des pièces de rechange ;**
- Faciliter l'acquisition des engins par les précollecteurs par la mise en place d'un mécanisme approprié (achat subventionné, possibilité de prêts échelonnés etc.) ;**



- **Mettre en place un système de rémunération performant des précollecteurs, des sociétés de transport, et des sociétés exploitant des centres d'enfouissement techniques.**



CONCLUSION

Les ressources mobilisées pour le financement actuel de la gestion des ordures ménagères sont insuffisantes. Ainsi, la nouvelle stratégie de la gestion durable des déchets prévoit la mobilisation des ressources financières additionnelles d'une part et d'autre part la sécurisation et la pérennisation de ces ressources. Ce financement permettra de rémunérer dans les délais requis les opérateurs du secteur et il permettra également de réaliser au besoin les infrastructures et projets de développement sur fonds propres.